



200 000 manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes ce mercredi 19 octobre, les plus grosses manifestations depuis la chute de la dictature en 1973.

Le soulèvement du peuple grec

Reportage au cœur de la grève générale des 19 et 20 octobre 2011

Christel Keiser et Dominique Ferré
Nos envoyés spéciaux à Athènes

Le 19 octobre : un déferlement...

Une marée humaine dans les rues d'Athènes et des grandes villes du pays, l'ensemble de l'économie, des services publics et des administrations paralysés... Telle est la situation, dès la mi-journée, ce premier jour de la grève générale de 48 heures appelée en commun par les confédérations syndicales du public (ADEDY) et du privé (GSEE). Les plus grosses manifestations de ces dernières années, peut-être même depuis la chute de la dictature des colonels, en 1973. Une militante nous indique : « Ce mouvement s'est étendu jusque dans les îles aussi. Un exemple parmi tant d'autres : à Skopelos, une petite île des Sporades, où résident 800 habitants, 200 étaient réunis sur la place du village. »

Un autre militant : « Dans toute la ville, la plupart des magasins et kiosques avaient baissé le rideau. Plusieurs avaient affiché ce texte : "Nous fermons aujourd'hui pour ne pas fermer pour toujours." Pour ces couches dites "moyennes", les nouveaux impôts de Papandréou et de la troïka dépassent souvent le niveau de leurs revenus. »

La révolte entraîne de nouvelles couches de la population derrière la classe ouvrière. Beaucoup de magistrats menacent de démissionner, nous dit-on. L'armée et la police sont touchées : pour preuve ces policiers municipaux d'Athènes qui, le 18 octobre, occupent leur commissariat avenue Saint-Constantin, derrière la banderole de leur syndicat : « A bas les mesures antipopulaires du gouvernement ! ».

Ce 19 octobre, à Athènes, 200 000 manifestants ont été comptabilisés par les syndicats. Quatre cortèges ont convergé de différents points de la ville vers la place Syntagma, où siège le Parlement, qui doit adopter jeudi 20 octobre le énième plan Papandréou, d'une brutalité sans précédent puisqu'il inclut 30 000 licenciements dans la fonction publique et, pour ceux qui restent, des baisses de salaires de plusieurs centaines d'euros. Dans le privé, c'est la liquidation pure et simple de toutes les conventions collectives que la troïka a exigé du gouvernement Papandréou.

Un militant nous fait remarquer : « Nous avons en Grèce, depuis le début des mesures d'austérité de Papandréou et de la troïka,

battu le record des journées de grève de 24 heures, des "journées d'action" : environ une vingtaine. Si, au point de départ, l'appel des confédérations au 19 s'inscrivait dans ce cadre, ce à quoi nous avons assisté au cours de ces deux jours, c'est à une grève politique marquée par l'irruption des travailleurs. »

Une multitude de grèves ont préparé le déferlement du 19 octobre

Une multitude de grèves sectorielles avaient préparé la montée de la mobilisation des masses le 19. Les 13 et 14 octobre, les transports publics d'Athènes, les musées du pays et les contrôleurs aériens étaient en grève. A Athènes, les employés de la voirie ont maintenu leur grève malgré les ordres de réquisition et l'appel à l'armée décrété par Papandréou. Dès le 17, le syndicat des marins appelait les bateaux à rester à quai. Lycées, écoles, universités occupés par les enseignants en grève reconduisaient le mouvement avec le soutien des syndicats du primaire (DOE) et du secondaire (OLME). Dès le début octobre, les employés de pas moins de dix ministères — dont celui de l'Intérieur —, avec leur syndicat, prenaient le contrôle des bâtiments, bloquaient les issues et paralysaient leur activité.

C'est ce bouillonnement qui voit les travailleurs du rang entrer en mouvement, entraînant leurs organisations, qui explique la grève quasi totale ce mercredi 19, comme le déferlement dans les rues. Ce bouillonnement a son origine dans l'accumulation de mesures intolérables pour les travailleurs, et la prise de conscience que les plans de Papandréou exigés par la troïka n'ont pas de fin, qu'ils en appellent de nouveaux. Dans tous les locaux syndicaux, à la veille de la grève, on nous montre la nouvelle grille de salaires, qui, si le plan est voté jeudi, entrera en vigueur dès le 1er novembre. Hélène Zografaké, de la direction d'OLME, nous explique qu'un enseignant en début de carrière verrait son salaire net passer de 1 099 à 681 euros, soit une baisse de 40 %. Ce qui frappe, dès dix heures du matin, ce sont les cortèges massifs de salariés d'entreprises, de services, de lycées, d'écoles, d'universités, de ministères..., groupés en rangs serrés derrière la banderole du syndicat.

L'aspiration à réaliser l'unité de la classe ouvrière contre ce gouvernement et la troïka

Face à ce gouvernement qui apparaît de plus en plus comme le « représentant de commerce » des institutions internationales FMI et Union européenne, il y a une aspiration puissante à réaliser l'unité de la classe ouvrière. Cette grève était appelée en commun par les deux centrales syndicales du public et du privé, alors que le 5 octobre dernier, seul le secteur public était appelé à la grève. La fraction syndicale du Pasok (le Parti socialiste de Papandréou) dans la fonction publique s'est adressée au gouvernement, exigeant le retrait de son plan, et aux députés pour qu'ils votent contre, comme nous l'a expliqué Giorgos Alevizakis, membre de la commission exécutive d'OLME, qui ajoute : « Je suis membre du Pasok, mais je suis un syndicaliste qui combat pour les droits des travailleurs ». Une prise de position appréciée par ses camarades d'autres courants politiques dans le syndicat. De la même façon, pour la première fois depuis un an et demi, Pame, la fraction syndicale du Parti communiste de Grèce (KKE), appelait ses militants à manifester sur le même parcours que celui des syndicats. Car jusqu'à présent, les responsables du Pame convoquaient systématiquement des rassemblements séparés de ceux des confédérations ADEDY et GSEE. « Il y a chez les militants du KKE une pression sur leurs propres dirigeants pour que l'unité se réalise face au gouvernement et à la troïka », nous indique un militant syndical.

"Bas les pattes devant nos droits ! Grève et occupation !"

Un des slogans

Le "Ouste !" grec n'est pas sans rappeler le "Dégage !" tunisien

Nous sommes dans le cortège d'OLME, le syndicat de l'enseignement secondaire. Le mot d'ordre le plus repris, dans ce cortège comme dans tous les autres, et qui l'était déjà lors de la grève du secteur public le 5 octobre, c'est : « Prenez votre mémorandum et barrez-vous ! » Le « Ouste ! » grec n'est pas sans rappeler le « Dégage ! » de la révolution tunisienne. Les manifestants scandent à des milliers de voix : « A bas le FMI, à bas l'Union européenne ! Le peuple prend son sort entre ses mains ! », « Le peuple en colère exige le départ du gouvernement, de l'Union européenne et du FMI. » Alors que de nombreux enseignants (mais aussi des milliers de lycéens et d'étudiants présents dans des cortèges massifs, comme celui des facultés de biologie et d'orthodontie qui précède celui d'OLME) occupent leurs établissements, les cortèges scandent « Bas les pattes devant nos droits ! Grève et occupation ! » Les plus anciens, qui ont vécu la sinistre dictature des colonels, ont repris avec les plus jeunes le mot

d'ordre de la révolte des étudiants de l'Institut Polytechnique en 1973 : « Du pain, l'instruction, la liberté », auquel ils ont ajouté : « La junte (le régime des colonels — NDLR) ne s'est pas arrêtée en 1973 ». Mais la différence fondamentale avec la dictature réactionnaire des colonels, c'est que c'est un gouvernement « socialiste » qui met en œuvre cette politique de guerre contre les travailleurs et les libertés démocratiques. Car ce sont bien des scènes de guerre dans les rues d'Athènes : des escouades de policiers anti-émeutes, triées sur le volet, en tenue d'assaut, sont déployées autour du Parlement transformé en camp retranché. Des escouades de policiers en civil, grossièrement déguisés en manifestants, s'infiltrèrent dans les cortèges depuis les rues adjacentes... On les verra à l'œuvre dans les heures qui suivront.

Le Pasok contraint d'aller au conflit avec sa propre base

Quelques heures plus tard justement, le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, déclarera qu'il s'agit pour le gouvernement de gagner « notre billet pour participer à la négociation sur la viabilité de notre dette » au sommet européen de dimanche 23 octobre. Il ajoutera que, pour cela, le Pasok était contraint d'aller « au conflit avec les forces traditionnelles qui le soutiennent ». Le cortège d'OLME arrive sur la place Syntagma, déjà noire de monde, au son d'un chant du mouvement ouvrier grec, puis des mots d'ordre repris de plus belle. Sous un soleil de plomb, la marée humaine est là, face au Parlement, face à ceux qui, demain, prétendent voter le plan haï. Il faudra toutefois des heures avant que les gaz lacrymogènes de la police et les incidents des provocateurs ne réussissent à vider la place Syntagma et les boulevards. Les rues sont désertes, que va-t-il se passer demain, alors que les organisations politiques et syndicales appellent à se rassembler devant le Parlement ?

20 octobre : des cortèges à nouveau

Nous sommes à nouveau place Syntagma. La masse qui est descendue dans les rues hier va-t-elle à nouveau déferler ? Petit à petit, les cortèges se forment, les travailleurs se regroupent par syndicat. Ce sont d'abord des milliers, puis des dizaines de milliers. A nouveau, Syntagma est noire de monde. Devant l'hôtel cinq étoiles de Grande-Bretagne, que ses propriétaires ont barricadé, où descendent les délégations du FMI et de l'Union européenne, des centaines de tra-



vailleurs hospitaliers, reconnaissables à la casquette orange de leur syndicat, reprennent en boucle, tapant dans les mains, le mot d'ordre qui unifie toute la Grèce « *Prenez votre mémorandum et barrez-vous, ouste !* » De tous les boulevards qui débouchent sur la place, c'est un déferlement incessant qui déverse sur la place des milliers et des milliers de travailleurs en cortèges syndicaux.

“L'armée avec le peuple”

Soudain, entre deux cortèges syndicaux, arrivent deux cents manifestants précédés d'un immense drapeau grec porté par un homme en treillis militaire. « *L'armée est avec le peuple* », proclament ces officiers à la retraite. A l'autre bout de la place, c'est le syndicat des chauffeurs de taxi d'Athènes, dont la profession doit être « libéralisée », selon un article du projet de loi, qui, derrière leur banderole, scandent « *A bas la junte du Pasok !* ». A nouveau, les fumées de gaz lacrymogènes empestent la place, mais les travailleurs ne bougent pas. Tout comme la veille dans les cortèges syndicaux et sur les piquets d'occupation des ministères, nous sommes accueillis avec sympathie et intérêt lorsque nous diffusons l'appel — traduit en grec — du meeting internationaliste du 1^{er} octobre à l'initiative du POI. « *Non à la dictature de la troïka* », l'indépendance des organisations vis-à-vis de tous les plans d'austérité mis en œuvre par les gouvernements de droite et de « gauche » : ces questions posées dans l'appel sont au cœur de toute la situation politique en Grèce.

Dans la soirée, le décès d'un ouvrier

Alors que la direction du Parti communiste de Grèce avait dit que son objectif n'avait « *rien à voir avec une tentative d'empêcher les députés d'entrer au Parlement, mais visait à faire en sorte que le plus de députés possible votent contre le projet de loi* », le service d'ordre de Pame bloque l'accès au Parlement. Il est violemment attaqué par des groupes de provocateurs et réplique sans que la police n'intervienne. Dans les affrontements, un ouvrier du bâtiment de 53 ans, Dimitris Kodzarithis, secrétaire de Pame dans la banlieue d'Athènes, tombe et décèdera dans la soirée. La police dispersera ensuite violemment tous ceux qui restent sur la place.

154 députés sur 300 votent le plan, qualifié d'insuffisant par le FMI

Alors que le centre d'Athènes est le théâtre de scènes de guerre civile, le Parlement grec vote à une majorité de 154 voix sur

“Le peuple en colère exige le départ du gouvernement, de l'Union européenne et du FMI”

Sur une banderole

300 le plan Papandréou. La députée du Pasok, Louka Katselli, ancienne ministre du Travail, a voté contre l'article 37 qui supprime les conventions collectives dans le privé au profit « d'accords d'entreprise ». Elle est immédiatement exclue du parti. Des gages ont été donnés à la « troïka », il faut, coûte que coûte, apporter sur un plateau d'argent le vote du Parlement grec au sommet européen du 23 octobre. Peu importe que leur propre parti, le Pasok, disparaisse, que ses députés réfractaires soient exclus les uns après les autres, peu importe que ses membres le quittent par milliers (il serait passé de 300 000 à 11 000 membres en quelques mois)... Un militant syndical nous fait part de sa colère en voyant ces quelques députés Pasok qui ont bruyamment menacé de voter contre et faire perdre à Papandréou sa courte majorité, avant de se raviser au nom du fait que « *nous votons pour, mais c'est la dernière fois* ». Il n'y a jamais de « dernière fois », nous dit en substance ce syndicaliste, « *à chaque fois, ils nous font le coup de la “dernière fois”* ».

21 octobre : en haut, on voudrait que “tout rentre dans l'ordre”

A 9 heures, devant l'université d'Athènes, nous retrouvons les militants syndicaux rencontrés la veille de la grève générale (voir notre précédent numéro). Ils préparent l'assemblée générale convoquée à dix heures et qui doit décider de la suite du mouvement. Ioanna, laborantine, nous explique : « *Je ne sais pas à ce stade ce que décideront les collègues. Peut-être que les événements de la veille vont être utilisés pour nous diviser. Mais quelles que soient les décisions qui seront prises, je peux vous dire une chose : c'est la première fois depuis que je travaille ici que nous sommes aussi nombreux dans une grève. Tous, nous sommes d'accord sur les revendications de refus des baisses de salaire, de refus des licenciements. Nous avons tous dit à la dernière assemblée générale que le jour où arrivera la première lettre de licenciement, on arrêtera tous.* » Le plan est voté,

“Ce qui se passe en Grèce n'est que la partie émergée de l'iceberg, de ce qui se passe dans toute l'Europe”

Un syndicaliste

Après la grève générale de 48 heures

« *Le bras de fer doit continuer jusqu'à ce que le gouvernement Papandréou jette l'éponge* », déclare Ilyas Illiopoulos, secrétaire général de la confédération syndicale du secteur public ADEDY. « *Il ne faut pas appliquer cette loi* », ajoute-t-il, en annonçant « *de nouvelles grèves la semaine prochaine* ». La confédération syndicale du secteur privé GSEE a quant à elle indiqué : « *Nous envisageons une opposition sur le long terme, pour nous assurer que les coupes budgétaires imposées par nos crédi-teurs ne seront pas appliquées.* »

« tout doit rentrer dans l'ordre »... Mais la réalité dans les rues d'Athènes est tout autre. Alors que les bateaux sont toujours bloqués dans le port du Pirée, nous croisons un rassemblement de personnels hospitaliers avec leur syndicat PASONOP : « *Nous allons à Syntagma à 11 heures, nous n'acceptons pas le plan.* »

« *Regardez mon salaire ! 208 euros nets par mois* » (un agent qui occupe le ministère de l'Intérieur). A deux pas du rassemblement, le ministère de l'Intérieur, toujours occupé. Nous discutons avec les employés qui occupent. Une jeune femme, employée, non syndiquée, explique : « *Nous avons, comme dans la plupart des ministères, assemblée générale aujourd'hui ; mais à 11 heures, nous allons place Syntagma. Cela fait quinze jours que nous occupons. Le plan a été voté, mais nous pouvons mettre en échec les exigences de la troïka.* »

Un de ses collègues sort un papier de ses poches, c'est sa fiche de paye : « *Regardez mon salaire ! Je suis agent administratif, voilà ce que j'ai gagné ces deux derniers mois, avant que le nouveau plan voté hier ne s'applique !* » Il nous montre : 208 euros net mensuel. Faut-il le préciser, les prix à Athènes - logement, denrées alimentaires - n'ont rien à envier à ceux en vigueur à Berlin ou Paris. Quelques mètres plus loin, le ministère du Travail et des Affaires sociales. Banderoles, des dizaines de salariés attendent le départ en manifestation ; le rideau de fer est toujours baissé.

Deux jeunes femmes nous disent : « *Si on était sûr que les sacrifices qu'on nous demande sont les derniers, ça pourrait se discuter. Mais on sait que ça ne s'arrêtera pas, qu'il y aura encore un nouveau plan, encore et toujours des sacrifices.* »

Ce vendredi, nous indique Themistocle Kotsifakis, secrétaire général d'OLME, les assemblées générales se réunissent dans le primaire comme dans le secondaire pour décider la suite. Samedi, la commission exécutive d'OLME se réunira avec les présidents des unions régionales du syndicat afin d'arrêter la position du syndicat.

Une chose est certaine, la classe ouvrière grecque a fait cette semaine la démonstration de sa puissance, entraînant derrière elle toutes les couches opprimées de la population et cherchant à réaliser son unité avec ses organisations, pour en finir avec le plan d'un gouvernement qui perd de plus en plus tout soutien dans le pays et au sein même de l'appareil d'Etat, apparaissant de plus en plus comme le simple exécutant de la « troïka ».

Ce qui se passe en Grèce, nous dit un dirigeant syndical après avoir lu l'appel du meeting internationaliste du 1^{er} octobre, « *n'est que la partie émergée de l'iceberg, de ce qui se passe dans toute l'Europe.* » ■

ÉDITORIAL

L'heure approche

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Un extraordinaire face-à-face concentre l'attention de toute l'Europe. D'un côté, le peuple grec soulevé contre la ruine à laquelle troïka et gouvernement prétendent le réduire. De l'autre, des gouvernements qui sautent de sommet en sommet et de crise en crise sans parvenir à boucler leur « plan de sauvetage » d'un système capitaliste en déroute. A l'heure où nous écrivons, nul ne sait sur quoi va déboucher le sommet de l'Union européenne du 26 octobre. Mais, par-delà leurs désaccords et déchirements bien réels, les gouvernants européens, la troïka et l'administration Obama s'accordent sur un point : les banques seront recapitalisées par les fonds publics et le « fonds de solidarité » (avec les banquiers) passera à 1 000 voire 2 000 milliards d'euros, une somme gigantesque prélevée sur les budgets des Etats. Tous s'accordent donc pour décréter que la rigueur ne peut plus être différée !

En France, la situation se tend. De nouvelles mesures frappant la Sécurité sociale sont intégrées dans le collectif budgétaire soumis au vote du Parlement cette semaine. Ce n'est qu'un début. Une note de conjoncture d'une association de directeurs de ressources humaines (DRH) citée par *Le Figaro* (23 octobre) évoque « *le scénario de l'automne 2012* » en ces termes : « *Quelle que soit la majorité qui sortira des urnes, ce sont des politiques d'austérité, de restriction budgétaire, d'augmentation des impôts directs et indirects qui nous attendent (...). Dans toutes les dimensions de la protection sociale, des changements vont devoir être engagés au nom de la réduction de la dette.* » Et les DRH de s'interroger : « *A quel moment le coût social sera-t-il jugé insupportable, par quelle catégorie sociale, ou se situera la fracture ?* »

Ce serait donc le tour de la France ? L'heure approche en effet, celle des plus grands combats de classe. La classe ouvrière et la jeunesse de notre pays ne peuvent qu'être encouragées par l'extraordinaire résistance des travailleurs de Grèce, et cela en dépit de tous les obstacles dressés.

Mais il faut dire les choses clairement : tout plan de rigueur doit et devra être combattu, pour en imposer le retrait, qu'il intervienne avant ou après l'élection présidentielle, et quel que soit le gouvernement qui en prendrait la responsabilité.

La dette ? Elle devra être annulée. Les banques ? Hors de question de les recapitaliser, leurs avoirs doivent être confisqués et mis au service d'un plan de sauvetage du peuple travailleur. Les traités européens ? De Maastricht, Amsterdam, ou Lisbonne, tous doivent être démantelés. Une véritable Europe des travailleurs et de la démocratie ne sera édiflée que sur la base de la liquidation de ces traités injustes dont la seule fonction est de permettre le pillage par les spéculateurs et la destruction des droits de la classe ouvrière et de la jeunesse.

« *Bas les pattes devant nos droits ! Prenez votre mémorandum et barrez-vous, ouste ! Dehors le gouvernement, le FMI et l'Union européenne ! A bas la troïka !* » Scandés dans les rues d'Athènes, ces mots d'ordre scellent l'unité des travailleurs et des peuples de toute l'Europe contre la dictature de la dette, des déficits publics et de la troïka FMI-UE-BCE. Ils scellent l'union fraternelle des travailleurs et des peuples dans un même combat contre l'exploitation et l'oppression. Non à la rigueur ! Non à la dictature de la troïka !

Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP)

La grève massive dans l'unité a arraché un premier recul

Reportage sur le piquet de grève, à Achères (Yvelines)

Correspondants POI Yvelines, Hauts-de-Seine et Paris

Le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) regroupe 1 700 salariés, dont 750 à Achères. C'est l'organisme chargé de l'épuration et du traitement des eaux d'égout de la région parisienne. Les salariés ont fait grève du 18 au 25 octobre, une grève d'une ampleur jamais égalée depuis 1981.

Les trois syndicats (CGT, FO, UNSA) avaient déposé un préavis après des assemblées générales sur tous les sites (Achères, Colombes, Triel-sur-Seine, Valenton, Noisy-le-Grand, Clichy et le siège de Paris) dans lesquelles la grève a été décidée majoritairement. La revendication centrale : une prime de 250 euros pour tous. Ce qui signifierait la reconnaissance de la spécificité des métiers de l'assainissement et de leurs nouvelles contraintes découlant des directives européennes, notamment en matière de sécurité.

Dans un premier temps, la direction refuse toute négociation. Cela conduit à un durcissement de la grève, avec blocage total des sites et lancement à la direction d'un ultimatum par le comité de grève. En effet, des comités de grève se sont constitués sur certains sites, les plus importants à Achères et à Colombes.

Le comité de grève regroupe les syndicats et des agents grévistes pour organiser la lutte et préparer la négociation éventuelle. La direction tente alors de négocier site par site sur certaines



Le piquet de grève à l'entrée du SIAAP.

revendications anciennes des syndicats. Elle propose une éventuelle reconnaissance de la pénibilité par la mise en place d'une énième commission. Ce que refusent tous les syndicats avec les grévistes.

Le 20 octobre, la direction générale se présente à Achères, à 14 heures, et est reçue par une assemblée de 250 grévistes. Elle maintient son refus intransigeant des revendications. Elle est huée par les grévistes qui décident de durcir le mouvement sur tous les sites. La situation devenant critique du point de vue de l'assainissement des eaux, la direction générale est contrainte d'accepter l'ouverture d'une négociation. La séance de négociations est prévue le lundi 24 octobre. Les agents maintiennent partout l'exigence des 250 euros pour tous, quels que soient la filière et le grade des agents. « Ensemble nous sommes partis, ensemble on arrivera », déclare un gréviste au piquet de grève. Pendant tout le week-end, les accès à l'usine sont bloqués 24

heures sur 24 pendant les négociations. L'unité, l'organisation avec le comité de grève ont su déjouer les manœuvres de division et d'intimidation de la direction qui a fait appel à des huisseries.

Au deuxième piquet de grève, un salarié déclare : « Le niveau de mobilisation, notre confiance dans la force de l'unité permet de dire que rien ne sera plus comme avant au SIAAP ».

Le comité de grève se réunit tous les jours après les assemblées générales pour mettre en application les décisions. On peut noter que dans cette grève, les jeunes sont en première ligne, avec les anciens qui ont construit les syndicats pendant des années. « La direction est aujourd'hui contrainte à la négociation, dit un gréviste, il faut qu'elle comprenne qu'on ne lâchera pas sur la prime pour tous. »

La reconduite de la grève est votée chaque jour en assemblée générale, et c'est l'assemblée qui décide, au vu des résultats de la négociation. ■

(Hauts-de-Seine)

Rencontre avec des grévistes sur le piquet de grève, à Colombes

Nous avons rencontré les grévistes au piquet de grève. Certains connaissent notre journal et notre parti. Le porte-parole du piquet de grève, militant CGT, a répondu à nos questions.

Comment se passe le mouvement ?

La décision a été prise en assemblée générale. Il y a grève à 95 % du personnel d'exploitation et de maintenance, moins pour les autres secteurs. Les représentants de trois syndicats participent au mouvement : CGT, FO, UNSA. Parmi les grévistes, il y a des syndiqués et des non syndiqués.

Quelle est votre revendication ?

Une prime de 250 euros pour tous, pour faire face à l'accroissement des tâches et de la pénibilité sur tous les sites. L'activité demande de plus en plus de technicité. Il faut répondre également aux impératifs de sécurité : un établissement, par exemple, est classé Seveso, celui de Colombes étant juste en dessous. A Colombes, le personnel travaille cinq heures sur huit dans une atmosphère confinée, comparable à celle des égouts, dans un bâtiment comprenant six niveaux, donc beaucoup d'escaliers, des monte-charges inutilisables, etc.

Que dit la direction ?

La direction a commencé par refuser toute discussion. A la suite du déclenchement de la grève et de son durcis-

sement, elle a accepté, dimanche 23 octobre, l'ouverture de négociations. Il faut savoir que nous stockons les eaux usées : plus rien n'est traité. La direction propose à ce jour une prime de 50 à 100 euros seulement, et pour une partie du personnel, en excluant les cadres A et les administratifs, ce qui n'est pas acceptable. Les négociations doivent se poursuivre aujourd'hui, lundi 24 octobre après midi. ■

DERNIÈRE MINUTE

Confrontés à l'intransigeance de la direction du SIAAP, qui a dû faire appel au préfet des Yvelines, les comités de grève des sites du SIAAP ont, à la suite de la négociation du 24 octobre, décidé d'arrêter la grève pour la prime pour tous de 250 euros. Ils ont obtenu :

- Une prime de pénibilité de 75 euros mensuels pour les agents de catégorie B et C qui travaillent en exploitation, maintenance et entretien.
- Une prime de pénibilité de 50 euros ou 25 euros mensuels pour les agents de catégorie B et C qui travaillent dans les autres filières techniques.
- L'étude au cas par cas sur les sites pour les personnels administratifs.
- L'extension de la prime aux agents mis à disposition par la Ville de Paris.
- Une accélération importante du déroulement de carrière pendant trois ans pour les catégories B et C.

Paris

Les sapeurs-pompiers de la gare d'Austerlitz en grève depuis le 3 octobre



Les sapeurs-pompiers de la gare d'Austerlitz sont en grève depuis le 3 octobre pour leurs salaires, à l'appel de l'union locale CGT du XIII^e arrondissement de Paris. Ils veulent le rétablissement des 300 euros qu'ils ont perdus depuis que la SNCF a confié le marché de la sécurité à la société Lancry.

La SNCF, donneur d'ordre, et Lancry, prestataire sous-traitant de la sécurité incendie, secours au personnel et usagers de la gare, exigent des pompiers diplômés en exercice dans leur ville respective, mais personne ne veut rémunérer cette haute qualification à sa juste valeur.

Dans son tract, l'union locale CGT souligne : « Avec une marge de plus de 1,64 %

en 2010, la société Lancry refuse d'entendre la revendication spécifique des sapeurs-pompiers (...). Ils font de l'assistance aux personnes au-delà de ce qui est prévu par la convention collective qu'ils dénoncent, c'est-à-dire sur les accidents graves en gare, malaises, infarctus, chutes, etc.

Ils sécurisent les usagers et les salariés pour les transférer aux pompiers de Paris. C'est ce qu'a demandé la SNCF et que la société Lancry refuse de rémunérer (...). La société Lancry brise la grève en faisant remplacer les grévistes par des personnels encadrants n'étant pas sapeurs-pompiers (...).

Dans son souci de faire toujours plus de profits, elle organise des plannings sur trois mois. Les salariés, les deux premiers mois,

font six ou sept vacations (144 ou 168 heures), et, le troisième mois, quatre ou cinq vacations (96 ou 120 heures). De fait, ils ne dépassent jamais les 444 heures trimestrielles et n'ont jamais d'heures supplémentaires. Ils perdent, par rapport à leur dernier contrat de travail, une moyenne de 250 euros (...).

Les cheminots et leur syndicat CGT ont fermement condamné l'intervention cautionnée par la SNCF à la demande de la société Lancry. Ils sont choqués par les dégradations occasionnées par les forces de police dans les locaux de leur comité d'établissement. Ils exigent une négociation tripartite entre la SNCF, Lancry et les salariés. ■

En bref

Musée d'Orsay : poursuite de la grève pour la création de vingt postes

Le musée d'Orsay restait fermé le 25 octobre pour le sixième jour consécutif, en raison d'une grève d'une partie des personnels qui revendiquent, avec leurs syndicats, « vingt postes immédiatement pour pouvoir ouvrir les nouveaux espaces du musée et la galerie impressionniste rénovée ».

Depuis deux ans, le musée d'Orsay a en effet perdu trente-quatre postes dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) mise en œuvre au nom de la réduction des déficits publics.

« Les personnels en lien avec les visiteurs (accueil, surveillance, accès) sont trop peu nombreux pour assurer la sécurité du public et des œuvres du fait de la réouverture des nouveaux espaces en travaux depuis deux ans », estiment les syndicats CGT, SUD, CFTD, et FIPMC-CGC.

Le ministère n'a pour le moment proposé que huit recrutements sur concours pour 2012 et cinq autres destinés à des personnes handicapées. Il a aussi évoqué trois postes d'agents auparavant affectés aux arts et traditions populaires sur la base du volontariat. « Cela ne règle pas le problème du manque d'effectifs actuel », estiment les organisations syndicales qui maintiennent leur revendication.

Air France : un préavis de grève déposé pour le maintien du nombre d'hôtesse et de stewards à bord

Les syndicats d'hôtesse et de stewards d'Air France ont déposé un préavis de grève du 29 octobre au 2 novembre.

« Après huit heures de négociations », le 24 octobre, la direction n'a « toujours pas apporté de réponse satisfaisante à nos revendications qui portent essentiellement sur le maintien du nombre de membres d'équipage sur les réseaux long, moyen et court courrier », a écrit le SNPNC-FO dans un communiqué qui « considère que la volonté de la direction de réduire le nombre d'hôtesse et de stewards à bord, place une hypothèque grave sur la sécurité des passagers à bord des vols d'Air France ». Le SNPNC-FO « considère également que l'évaluation des hôtesse et stewards par les chefs de cabine, voulue par la direction, participe du même principe en ce qu'il est contraire à la synergie équipage nécessaire pour assurer la sécurité des passagers à bord ».

La Poste

Grève des facteurs de Paris-XV pour le maintien de 24 postes

Discussion entre facteurs en grève

La semaine dernière, les facteurs du bureau de Poste de Paris-XV se sont mis en grève avec leurs sections syndicales CGT et SUD. Ils demandent notamment le maintien des vingt-quatre emplois menacés de suppression en application de la sécabilité. Ils sont allés à la rencontre de leurs collègues du bureau de Paris-XII, qui, subissant la même restructuration, ont déposé un préavis de grève pour le 26 octobre. Nous publions des extraits des discussions entre facteurs, militants syndicalistes.

Photo AFP



« Nous en sommes à notre quatrième jour de grève. En assemblée générale, on a reconduit la grève et on a décidé d'aller à Paris-XII. On savait qu'ils avaient déposé un préavis pour mercredi 26 octobre.

— A Paris-XII, ils ont subi fin septembre la même restructuration que celle qu'on veut nous faire. C'est intenable !

— Centre après centre, la direction décrète une réduction d'effectif de 10 %. A Paris-XV, ils ont annoncé vingt-quatre suppressions d'emplois.

— La grève, c'est contre ces vingt-quatre suppressions, contre la sécabilité (auto-remplacement), contre le jumelage des tournées, contre le redécoupage des quartiers et l'accroissement des charges.

— Ils veulent jumeler les tournées d'« objets ordinaires » et les tournées d'« objets spéciaux » (recommandés et courrier suivi). Dans le XV^e, on a 4 000 recommandés par jour...

— Une botte de courrier pour un usager important (immeuble) ou une grosse batterie de boîtes aux lettres, ça peut dépasser sept kilos. Maintenant qu'ils font le jumelage avec la tournée des objets ordinaires, c'est la sacochette et le caddie. Un caddie très chargé, c'est 70 à 80 kilos. Une tournée, c'est trois ou quatre caddies. Un chariot de chauffeur, c'est 5 à 600 kilos de courrier. Il faut manutentionner, charger le véhicule, distribuer. Au total, c'est 1,8 tonne par chauffeur et par jour.

— Le résultat de tout ça, c'est une véritable explosion des inaptés. Il y en a qui viennent travailler avec des minerves, des ceintures lombaires ou des attelles.

— A partir du 21 novembre, la sécabilité sera mise en place certains jours. Il y aura les jours à trois facteurs au lieu de quatre, les jours à deux facteurs.

Sur deux semaines, le facteur change sept fois de tournées. Et demain, tu vas arriver au travail sans savoir où tu vas distribuer. C'est pour ça qu'il y a un blocage massif du courrier.

Un point commun : le refus de la sécabilité des tournées et de l'autoreplacement

— Les gens ne comprennent plus : ils ne voient jamais le même facteur.

— Le premier jour, on était 125 facteurs en grève, 50 %. C'est historique. Pour les retraites, on était cent. 125 ensemble, le même jour, c'est du jamais vu !

— Des facteurs d'équipe et des facteurs qualité qui ne sont habituellement pas en grève étaient présents et actifs au piquet et pour manifester.

— C'est bureau par bureau, jamais ensemble et ça revient tous les dix-huit mois. C'est une spirale. Comment l'arrêter ?

— Il y a un point commun à toutes les « distri » et à la plupart des syndicats, c'est le refus de la sécabilité des tournées et de l'autoreplacement. Mais si tous les syndicats refusent la sécabilité, il n'y a pourtant pas d'appel commun, national, pour la faire sauter. C'est là-dessus qu'il faudrait l'unité de tous, et nationalement.

— Il y a autre chose. Sur les vingt-quatre emplois qu'ils veulent supprimer à Paris-XV, il y a seize facteurs. Et combien de CDD à la « distri » ? Dix-neuf ! Les seize suppressions d'emplois sont déjà faites ! Dès qu'une restructuration est en place, ils préparent la suivante en ne remplaçant pas les départs en mutation, en retraite, et ils remplacent avec des CDD, des apprentis... Ils commencent déjà à se constituer un stock de suppressions disponibles pour la prochaine restructuration, en 2013.

— Ils contournent la garantie d'emploi qui est contenue dans la convention commune, en n'embauchant que des CDD que des apprentis.

— Pour gagner il faudrait une action unie, nationale, appelée par tous les syndicats, pour le retrait de la sécabilité mais aussi pour que l'embauche de CDD ne soit plus possible sur un emploi permanent, qu'il ne soit plus qu'une période d'essai suivie d'une embauche dans le cadre de la convention commune de La Poste. ■

Système informatique de la Caisse nationale d'assurance maladie

Le personnel et ses syndicats refusent la restructuration

Correspondant

Alors que le gouvernement concentre ses attaques contre la Sécurité sociale, au nom de la réduction des déficits publics, la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), qui chapeaute les caisses primaires d'assurance maladie, a décidé de « revoir de fond en comble ses systèmes d'information (...) impliquant des transformations sans précédent » (Protection sociale information, 27 juillet 2011).

Dans un tract paru à la mi-juin, l'intersyndicale CGC, CGT, FO, CFDT de la CNAM démontait la tactique destructrice de la CNAM : « Il a été, dans un premier temps, annoncé le regroupement des machines sur deux sites (au lieu de 9 — NDLR), la création de trois pôles géographiques regroupant les sites actuels par grands domaines de métiers, la fermeture de sites ayant des activités transverses comme Toulouse et Metz. Dans un second temps, il a été annoncé une réflexion sur la fermeture des sites de Valence et Nantes (...). Dans un troisième temps est annoncée la disparition du développement logiciel sur Rennes. »

C'est un démantèlement pur et simple du système informatique de la Caisse nationale d'assurance maladie.

Le personnel informatique de la CNAM l'a immédiatement compris qui a, le 28 juin

dernier, débrayé à 75 % pour le retrait de ce plan, contraignant la direction de la CNAM à revoir son calendrier ! Cette mobilisation sans précédent dans l'histoire de la Sécurité sociale exprime la lucidité des personnels qui savent que leur service est la colonne vertébrale du système de remboursement des assurés sociaux.

Dans une lettre ouverte adressée à la direction de la CNAM, tous les délégués du personnel ont dénoncé « cette politique de la terre brûlée (qui) va à l'encontre des enjeux de capacité à faire et d'efficacité. Elle s'apparente, au travers des fermetures de sites et des fermetures de postes de travail, à un plan social ou licenciement collectif. »

Et c'est pourquoi, le 3 octobre, une réunion a rassemblé soixante-dix représentants des sites informatiques de la CNAM avec leurs syndicats CGT, FO (employés et cadres), CFDT, CFPC, CGC, SUD, UNSA. Du jamais vu ! Cette réunion, après un débat très nourri et très franc, a adopté une plate-forme claire résumée dans la double exigence de : — maintien des sites avec des missions pérennes et des moyens adaptés ; — maintien des métiers sur place avec des garanties d'évolution de carrière. Et elle a appelé à une journée d'action, le 14 octobre.

En précisant leur volonté, les personnels lancent la balle dans le camp du gouvernement et de la direction de la CNAM.

Vont-ils comprendre ou ne laisseront-ils pas d'autre issue aux personnels que de se défendre ?

La présence, dans cette réunion, de représentants des personnels informaticiens du régime minier revêt une formidable signification.

Alors que le gouvernement vient de décider d'intégrer le régime spécial des mineurs et de leurs familles dans le régime général, l'unité réalisée le 3 octobre pour le maintien de tous les sites et de tous les emplois va à l'encontre de la liquidation du régime minier.

La revue *Espace Social Européen* (mai 2008), présentant les intentions de la direction de la CNAM en matière d'informatique, écrivait : « La Sécurité sociale ne devrait plus être un simple guichet de paiement. »

Une Sécurité sociale qui ne paye pas ? Cela n'existe pas.

En refusant la restructuration du système informatique de la CNAM, en défendant leurs emplois et leurs sites, les informaticiens disent : la Sécurité sociale est vivante ! ■

Chronique parlementaire

25 septembre 2011, le Sénat « bascule à gauche ». Le 12 octobre, un projet de loi est voté avec l'abstention des élus PS et PCF

Depuis la grève massive du 2 mai 2011 contre le projet de loi visant à transférer dans une agence les 4 400 agents de l'Etat en charge de l'entretien du réseau fluvial, les grèves et les manifestations se sont multipliées, conduisant au refus unanime de toutes les fédérations syndicales de valider le projet de loi. Au centre une revendication : le retrait du projet de loi, pour le maintien des missions et des statuts publics des personnels.

C'est dans ce contexte qu'est survenu, le 25 septembre dernier, le « basculement historique à gauche » du Sénat, comme l'a commenté la presse. Les élus, avec tous les agents de services navigation, étaient légitimement en droit d'attendre de ce « basculement » un sérieux point d'appui pour la satisfaction de leur revendication.

La lecture du compte rendu de la commission des lois de ce nouveau Sénat « de gauche », dont l'ordre du jour du 12 octobre comportait l'examen du projet de loi « relatif à l'Agence des Voies navigables », prouve le contraire.

Le rapporteur UMP du projet de loi, désigné avant l'élection du 25 septembre, déclare : « Lors de la session extraordinaire début septembre, j'avais été désigné comme rapporteur provisoire de ce projet de loi et, dès le résultat des élections sénatoriales connu, j'ai pris contact avec M. Raoul (président PS de la commission — NDLR), qui m'a encouragé à poursuivre mes travaux. »

Photo AFP



Jean-Pierre Bel, le nouveau président PS du Sénat, à son perchoir.

Un projet de loi qui, comme l'a rappelé le rapporteur, prévoit que « la nouvelle agence pourra créer des filiales et prendre des participations ». Bref, la possibilité claire de privatiser des pans entiers du réseau fluvial, et l'abandon programmé des canaux jugés non rentables. Enfin, « côté ressources humaines, ce plan prévoit un redéploiement des effectifs et des métiers », indiquant la liquidation des emplois statutaires pour y introduire les « métiers » mis en œuvre par des emplois de droit privé.

S'agissant de toutes ces remises en cause, le rapporteur UMP ne se prive pas de rappeler qu'elles s'appuient fidèlement sur un « protocole d'accord » signé par trois organisations syndicales (CGT, CFDT, UNSA).

Si le mot « consensus » a un sens, ces propos, et la suite de la discussion sur les amendements, vont encore lui donner sa pleine expression.

Des amendements entièrement cadrés par les propos du sénateur PS Robert Navarro expliquant que « ce projet de loi manque d'ambition : au lieu d'une vaste réforme de la voie d'eau, il ne traite que de la gouvernance ». Une « vaste réforme » balayant les statuts particuliers des agents, comme ils ont liquidé le statut des dockers et des manutentionnaires — incluant leur régime de retraite — sur les ports. Un consensus qui va conduire à ce que le « sort des amendements », proposés essentiellement par la sénatrice PCF et son groupe CRC, soit réglé en quelques minutes. Par exemple :

— Amendement interdisant tout recours à des prestataires privés. PS : « Mais pour le curage, il est nécessaire de recourir au privé. » Amendement « pas adopté ».

— Amendement qui précise que seul l'Etat assure les financements. « Pas adopté. »

— Amendement visant à interdire la création de filiales. « Pas adopté. »

L'ensemble du projet de loi ainsi amendé est soumis au vote de la commission et est adopté, « le groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Ecologie-Les Verts rattaché, d'une part, et le groupe communiste républicain, citoyen, d'autre part, s'abstenant ».

Les agents des services navigations, les militants syndicalistes qui dans les assemblées, dans leurs congrès continuent de réaffirmer l'exigence du retrait de ce projet de loi, sont-ils au courant de ce qui s'est passé le 12 octobre dernier dans les salons de la commission des lois du Sénat « de gauche » ?

Lycée Olympe-de-Gouges, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)

La lettre des lycéens que le journal "Le Parisien" n'a pas publié

Les élèves du lycée Olympe-de-Gouges, à Noisy-le-Sec, ont engagé la mobilisation contre les conséquences dans leur établissement des suppressions de postes et de la « réforme » des lycées. Ainsi, pour pallier le manque de surveillants, le rectorat a installé dans le lycée une « équipe mobile de sécurité » où la police est également intervenue. Réunis le 18 octobre en assemblée générale avec leurs sections syndicales SNES, SUD, FO et SGEN-CFDT, les professeurs apportent leur soutien à leurs élèves dont les revendications rejoignent les leurs. Ils s'adressent à l'inspecteur d'académie et au recteur pour leur demander le retrait immédiat de l'équipe mobile de sécurité, la création des trois postes d'assistants d'éducation nécessaires, la création d'un deuxième poste de documentaliste et l'ouverture de négociations sur toutes les revendications défendues par les élèves. Nous publions la *Lettre ouverte des lycéens au journal Le Parisien*, à l'administration du lycée et à l'académie de Créteil.

ment, tandis que le sous-effectif du corps enseignant est l'un des trop nombreux aspects négligés par la politique du gouvernement. Nous avons pour but de continuer notre mouvement de protestation jusqu'à ce qu'une réponse satisfaisante du rectorat nous parvienne. Si l'administration du lycée le souhaite, nous sommes disposés à effectuer des négociations concernant nos conditions d'études dans les jours suivant la rentrée scolaire. Nous sommes également outrés, consternés et indignés par le dénigrement dont nous avons fait les frais de la part du *Parisien* et souhaitons rétablir la vérité sur notre action et nos revendications, chose qui n'a pu se faire que par manque évident de moyens de communication. Veuillez agréer nos sincères salutations.

Les élèves du lycée Olympe-de-Gouges,
le 19 octobre 2011 ■



Manifestation des lycées le 19 octobre

"Nous avons rassemblé les élèves du lycée Olympe-de-Gouges ces mardi 18 octobre et mercredi 19 octobre, à 7 h 30, et organisé un blocus pacifique et revendicatif. Ce rassemblement a pour but de sensibiliser les élites politiques et journalistiques au mécontentement de ceux qui souffrent des réformes abusives du gouvernement en termes d'éducation. Il est intolérable de sacrifier sur l'autel des réductions budgétaires les postes de 16 000 enseignants et la carrière d'innombrables jeunes en quête d'avenir. L'intervention musclée des forces de l'ordre a attisé la colère qui grondait dans le milieu lycéen. Est-il vraiment nécessaire de réprimer une manifestation pacifique par l'usage de la violence ? Pour la plupart d'entre nous, seule une vision d'un avenir obscurci se profile à l'horizon... La surcharge évidente des effectifs est nuisible à la qualité de l'enseigne-

ment, tandis que le sous-effectif du corps enseignant est l'un des trop nombreux aspects négligés par la politique du gouvernement.

Nous avons pour but de continuer notre mouvement de protestation jusqu'à ce qu'une réponse satisfaisante du rectorat nous parvienne.

Si l'administration du lycée le souhaite, nous sommes disposés à effectuer des négociations concernant nos conditions d'études dans les jours suivant la rentrée scolaire.

Nous sommes également outrés, consternés et indignés par le dénigrement dont nous avons fait les frais de la part du *Parisien* et souhaitons rétablir la vérité sur notre action et nos revendications, chose qui n'a pu se faire que par manque évident de moyens de communication. Veuillez agréer nos sincères salutations.

Les élèves du lycée Olympe-de-Gouges,
le 19 octobre 2011 ■

Reportage > Malakoff (Hauts-de-Seine)

Le personnel d'entretien des écoles exige l'embauche de dix agents

A Malakoff, les agents d'entretien des écoles ont engagé avec leur syndicat une mobilisation pour l'embauche de personnels.

« Quand j'ai démarré, nous étions 120 agents communaux du nettoyage sous statut ; aujourd'hui, nous sommes 85.

Le nombre d'enfants dans les écoles n'a fait qu'augmenter, et trois écoles ont dû être agrandies.

Or, en 2010, ils ont encore supprimé une personne par école, soit dix postes en moins pour le nettoyage des locaux scolaires », témoigne l'un d'eux.

Conséquence : les remplacements des collègues malades doivent être pris en charge par les personnels valides déplacés d'une école à l'autre.

« Ce n'était plus possible. »

Le 5 juillet 2011, première audience du personnel avec son syndicat à la mairie pour le rétablissement des postes. Sans résultat.

Le nettoyage supposé être fait à fond dans les écoles en été se fait avec un personnel réduit...

Dès la rentrée, les agents d'entretien des écoles se réunissent à plusieurs reprises avec le syndicat et décident d'une pétition pour que les dix postes supprimés soient pourvus, pétition qui sera signée largement par les autres agents communaux ainsi que par l'ensemble des directeurs d'école et les parents d'élèves. Une délégation est reçue début octobre par madame le Maire, qui reproche au per-

sonnel de vouloir faire grève la semaine suivante, « semaine du goût » avec des repas « goûts du monde entier ». La délégation s'indigne. « Ça n'est pas sympa ? Et les conditions de vie professionnelles et privées du personnel depuis dix-huit mois, elles sont sympas ? »

Le soir, la mairie annonce trois embauches. Assemblée générale au matin du 11 octobre. Trois ? Le compte n'y est pas.

Le syndicat UGICT-CGT dépose un préavis de grève à la mairie :

« Les personnels ont décidé à l'unanimité de poursuivre leur action (...) sous la forme d'une grève reconductible à compter du lundi 17 octobre de 11 à 14 heures, tous les jours jusqu'au vendredi 21 octobre.

Les personnels se réuniront chaque jour en mairie à la cafétéria à 11 heures.

Les personnels ont discuté des propositions faites par la municipalité (...).

Ces propositions sont un début de prise en compte de leurs revendications, mais qui ne saurait pallier les manques de personnels criants dans les structures (...).

En plus des trois postes proposés, les personnels demandent l'embauche de cinq agents supplémentaires (...).

Les personnels des cuisines sont d'accord pour la grève.

Le 14 octobre, la mairie annonce cinq embauches pour le 3 novembre et trois supplémentaires début janvier 2012.

Huit embauches sont promises sur les dix postes à pourvoir.

Correspondants ■

On vient de l'apprendre



Manifestation à Paris des salariés de la papeterie d'Alizay contre la fermeture de leur usine

Environ 200 salariés de la papeterie d'Alizay (Eure), appartenant au groupe finlandais M-Real, ainsi que des élus ont manifesté le 24 octobre au ministère de l'Agriculture à Paris, pour s'opposer à la fermeture annoncée de leur usine et exiger le maintien des emplois sur place. « La fermeture de l'usine laisserait près de 600 salariés sur le carreau », a souligné un délégué CGT, secrétaire du comité d'entreprise, ajoutant que l'usine avait déjà subi deux plans de licenciements, en 2006 et 2010. L'usine M-Real d'Alizay est bloquée par le personnel depuis l'annonce de la fermeture du site le 18 octobre.

Chiffre

1,6 %

C'est le taux d'augmentation prévu des tarifs de cantine dans un tiers des lycées d'Ile-de-France, au 1^{er} janvier prochain. Cette décision émane de la commission permanente du conseil régional, présidée par le « socialiste » Jean-Paul Huchon...

En bref

Grève des hôtesses et stewards français de CityJet

Les hôtesses et stewards français de CityJet, filiale d'Air France basée à Dublin, ont entamé une grève, le 21 octobre, pour dénoncer des conditions de travail précaires et demander le déménagement en France du siège social de la compagnie. Les deux syndicats du personnel navigant, la CGT et le SNPNC-FO, ont déposé un préavis de grève jusqu'au 25 octobre à 23 h 59. « Nous voulons que le statut de la compagnie change, que le siège social irlandais déménage en France et qu'on ait des contrats 100 % français », a indiqué Marie Langevin, déléguée syndicale SNPNC-FO.

« Comme la compagnie est enregistrée en Irlande, nous ne sommes pas soumis au Code de l'aviation civile (CAC) français mais à la réglementation européenne », a-t-elle déploré, ajoutant que « CityJet ne [leur] accorde pas les temps de repos minimum prévus par la loi française ».



photo DR

Santé

L'action dans l'unité avec les syndicats a payé !

À l'Institut médico-éducatif (IME) et au service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

L'établissement public de santé mentale départemental (EPSMD), situé à Saint-Denis, accueille en institut médico-éducatif (IME) quatre-vingt jeunes trisomiques, autistes, psychotiques, etc., en grande souffrance psychologique et psychique et prend en charge cinquante-deux enfants via le service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD).

A la suite de restrictions budgétaires de l'Agence régionale de santé (ARS), il manquait 793 000 euros pour boucler l'année 2011, avec, pour conséquences, des menaces sur les salaires des personnels, sur le transport des enfants handicapés, sur la cantine... Les personnels, avec les syndicats CGT, FO et SUD ainsi que les parents se sont rassemblés, le 17 octobre, devant la mairie de Saint-Denis, puis, le 18 octobre, au conseil communautaire et enfin, le 9 octobre à Bobigny, devant la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Pendant qu'une délégation était reçue par le directeur de l'ARS,

quatre-vingt personnels et parents ont scandé :

« IME, SESSAD en colère »,
« Les soins en danger, les enfants délaissés »,
« De l'argent pour travailler, de l'argent pour être payés »,
« Descendez d'vot' tour d'ivoire, ARS venez nous voir ! »,
« De l'argent pour la santé, pas pour les banquiers ! »,
« L'ARS tu entends, de l'argent pour nos enfants ! »

Le directeur de l'ARS a affirmé que les salaires seraient payés, les enfants transportés, la cantine assurée et qu'il n'était pas question de fermer l'établissement. Les personnels et les parents ont applaudi le compte rendu de la délégation... et attendent la confirmation écrite.

■ Correspondants

Pôle emploi Bretagne

Les agents de neuf sites en grève reconductible à l'appel de leurs syndicats



photo Correspondants

Depuis le 10 octobre, à l'appel de leurs organisations syndicales CGT, FO, CFDT, SNAP, SNU, SUD, les agents de Pôle emploi de neuf sites de Bretagne sont en grève. Ils demandent notamment l'arrêt de la mise en place de l'entretien d'inscription diagnostique (EID), le maintien ou le rétablissement des deux files « conseil et indemnisation » à l'accueil avec du personnel qualifié, le respect et le maintien de toutes leurs missions et de toutes les filières et qualifications dans tous les services, l'embauche de CDI et l'arrêt de la précarisation.

L'EID se substitue à deux entretiens menés auparavant par des agents chargés du conseil à l'emploi d'une part et de l'indemnisation d'autre part, et allonge les délais d'indemnisation. « L'EID, que la direction cherche à imposer partout depuis quelques semaines, conduit à la destruction de nos missions et qualifications et demain, de nos emplois et de l'établissement lui-même », précisent les organisations syndicales dans leur appel. Elles dénoncent « une entreprise de réorganisation-désorganisation générale intolérable » avec, notamment, « accueil unique », « regroupements immobiliers, mobilités géographique et professionnelle forcées... » Ils ont rencontré la directrice générale, le 20 octobre, à Brest, qui a fait des propositions jugées insuffisantes. L'assemblée générale du lendemain a décidé la poursuite du mouvement le jour suivant.

Correspondants ■

Tunisie

Au lendemain des élections à la Constituante

Interview d'un des éditeurs de *Sawt Al Oummal*

Chronique INTERNATIONALE

Démocratie

Lucien Gauthier

Kadhafi a donc été abattu dans des conditions plus que troubles provoquant quelques déclarations hypocrites des grandes puissances qui, depuis des mois, bombardent la Libye. Cela n'a pas empêché, sous l'égide de ces grandes puissances, que soit célébré par le « Conseil national de transition », le 23 octobre, la « libération du pays ». Mais de nombreux Libyens ont fait remarquer que cette « libération » du CNT a été proclamée à Benghazi plutôt que dans la capitale, Tripoli. Les tensions au sein du CNT s'aiguisent, les conflits entre l'ouest et l'est, le nord et le sud se multiplient : preuve en est donnée par le fait que la brigade qui a abattu Kadhafi venait de Misrata et qu'elle a embarqué dans cette ville sa dépouille pour l'exhiber dans la chambre froide d'une boucherie.

Le CNT a pu faire une série de déclarations sur la nécessité

Les grandes puissances discutent sur l'instauration de la démocratie dans les pays arabes

d'enterrer tout de suite Kadhafi, sans résultat. Une nouvelle fois, les grandes puissances font des discours sur l'établissement de la démocratie dans les pays arabes. Utilisant les élections à la Constituante en Tunisie, les grandes puissances découvrent les vertus de l'Assemblée constituante et en promettent une à la Libye. Tandis que le représentant du CNT acquiesce, expliquant que la Constitution sera basée sur la charia. Dans des conditions différentes, parce qu'en Tunisie, c'est la mobilisation révolutionnaire qui a imposé la tenue d'une Constituante. Les grandes puissances et leurs relais locaux ont cherché, tant que faire se peut, à écarter de la campagne de ces élections la question des rapports avec l'Union européenne et le FMI, c'est-à-dire celle de la souveraineté de la nation. Mais maintenant, cette question va être posée avec force par les exigences et les demandes des masses ouvrières et paysannes et de la jeunesse qui ont fait la révolution pour « du pain, de l'eau ». Cette question du refus de la soumission à l'impérialisme, de l'occupation militaire de la Libye et des menaces de dislocation de la région est au cœur de la préparation de la conférence d'urgence à Alger les 3, 4 et 5 décembre.

Quelle appréciation as-tu des résultats des élections à la Constituante ?

Au moment où nous parlons (mardi 25 octobre à 18 heures), nous n'avons pas encore les résultats, mais seulement des tendances générales et ce que disent les uns et les autres sur leurs propres résultats. A cette étape, les remarques que je fais sont personnelles, car nous sommes en réunion du comité éditorial de *Sawt Al Oummal* pour préparer la sortie du numéro deux avec une appréciation du résultat des élections et de la situation ouverte dans le pays.

Quelle est ton opinion sur ces premiers éléments ?

Il faut tout d'abord rappeler que la révolution ouvrière et paysanne avait mis en son centre l'exigence : « *Du pain, de l'eau, pas le régime* » ; « *Le travail est un droit, bande de voleurs* ». Ben Ali a été chassé. Durant des mois, avec l'appui des grandes puissances, au nom de la « transition démocratique », les anciens dignitaires du régime de Ben Ali ont cherché à préserver le régime. La mobilisation des masses a fait tomber ces gouvernements successifs. Elle a contraint le gouvernement provisoire à convoquer des élections à une Assemblée constituante, c'est-à-dire une assemblée qui a pour but d'établir une Constitution assurant la souveraineté et la liberté de la nation.

Ayant été contraint d'accepter la tenue d'une Assemblée constituante, les grandes puissances et leurs relais locaux ont cherché à dénaturer le sens de ces élections en les transformant en une espèce d'élections législatives. En quelques semaines, 120 partis ont été légalisés, la plupart d'entre eux n'étant qu'une fiction. Ils ont rivalisé de propositions diverses et variées qui contournaient les questions clés posées par la révolution, c'est-à-dire la souveraineté de la nation qui ne peut être réalisée que sur la base de la rupture des liens de subordination avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Cette question a été occultée durant la campagne. Et pour ces mêmes raisons, les questions qui sont au cœur des mobilisations du peuple l'ont été également, comme celle de l'emploi, des salaires, de l'avenir des jeunes diplômés chômeurs.

Oui, mais les Tunisiens ont voté en masse ?

Les chiffres ne sont pas encore officiellement connus. On entend parler d'un taux de participation de 70, voire même 90 %. La réalité est un peu différente. Il n'y avait que quatre millions d'inscrits sur les plus de sept millions qui pouvaient potentiellement voter. De très nombreux Tunisiens ne se sont pas dérangés au moment des inscriptions sur les listes électorales. Au point que le gouvernement a organisé des inscriptions automatiques pour les jeunes et ouvert des listes d'inscription complémentaires. Maintenant, rien d'étonnant, dans un pays qui a vécu des décennies sous un régime dictatorial, à ce que le fait d'aller voter apparaisse déjà comme une rupture révolutionnaire.

Ici, en France, toute la presse titre sur la poussée des islamistes. Qu'en est-il ?

Je le répète, nous n'avons pas les résultats. Mais avant même les élections, tout le monde savait que le parti Ennahda serait le premier parti. Il faut prendre en compte que c'était, avec quatre ou cinq autres partis, le seul parti national ayant une réalité, et avec de gros moyens financiers et matériels en provenance du Qatar, selon la presse. Ennahda était présent dans toutes les circonscriptions. De plus, Ennahda était un parti interdit sous Ben Ali, ses dirigeants vivaient en exil, ses militants sont restés dix, quinze, vingt ans en prison. De ce point de vue, Ennahda est perçu comme un parti qui s'est toujours opposé au régime de Ben Ali. Il faut ajouter qu'il y a eu toute une polémique visant à opposer islamisme et laïcité qui, au bout

du compte, a servi Ennahda. Car dans le camp des « laïques », il y avait également des dignitaires de l'ancien régime Ben Ali qui a toujours utilisé la question de la laïcité contre l'islamisme. Ennahda apparaît comme un parti national qui n'est pas lié à l'Occident et aux grandes puissances, alors que la « laïcité », vantée en Tunisie par des partis qui soutiennent l'intervention militaire en Libye, apparaît à une fraction du peuple comme un « modèle occidental » qu'on veut imposer à la société et qui, à ce titre, est rejeté par eux, au même titre que l'intervention étrangère.

Et les autres partis ?

N'oubliez pas qu'il y avait 119 autres partis. Dans certains bureaux de vote, il y avait 85 bulletins de vote pour 85 listes différentes. Dans d'autres, 60...

Durant toute la campagne, les grands partis comme le Parti démocrate progressiste et le Pôle démocratique moderniste (PDM) ont polémique entre eux, prétendant incarner les valeurs de la démocratie et de la laïcité. Leurs rangs sont extrêmement divisés, ce qui a également favorisé Ennahda. Le parti Ettadjid, (l'ex-Parti communiste renoué), a eu un très faible résultat du fait que ce parti était représenté à l'Assemblée nationale sous Ben Ali, où il était l'opposition officielle au régime, et qu'il a participé à tous les gouvernements avec les ex-RCD après la chute de Ben Ali. En revanche, le Front démocratique — qui est un parti de gauche issu du mouvement pour la démocratie socialiste apparu

dans les années 1970 et qui regroupe, avec des militants socialistes, quelques syndicalistes de l'UGIT —, qui était crédité de 2 à 3 % dans les sondages, fait 15 % des voix et arrive après Ennahda.

Et maintenant, que va-t-il se passer ?

Les déclarations des uns et des autres sur la formation du gouvernement démontrent déjà qu'ils entendent dépasser le caractère constituant de l'Assemblée. Cette assemblée a théoriquement pour objectif d'instaurer une nouvelle

Constitution et non pas de monter des coalitions gouvernementales. Ennahda, qui n'a pas la majorité absolue, avait précisé que même s'il l'avait, il proposerait la formation d'un gouvernement d'union nationale. Certains partis se sont prononcés également pour une coalition gouvernementale avec Ennahda. D'autres, comme le PDM, la refusent. Derrière toutes ces manœuvres et combinaisons, on veut encore une fois occulter la nature de la révolution qui s'est dressée contre les liens de subordination à l'Union européenne et au FMI. D'ailleurs, Ennahda, dès l'annonce de ses premiers résultats, s'est adressé aux investisseurs privés étrangers pour les rassurer sur la poursuite d'une politique qui respecterait les lois du marché et indiqué qu'il était candidat à obtenir le statut de « partenaire privilégié » de l'Union européenne.

Quelle va être l'action de *Sawt Al Oummal* ?

D'abord, prendre notre temps pour analyser les résultats des élections et le moment de la situation politique qui est complexe. Il est clair qu'une nouvelle étape de la révolution tunisienne s'ouvre, une étape dans laquelle les masses, et principalement les masses les plus déshéritées, vont mettre sur la table les questions du travail, des salaires, des conditions de vie. Le gouvernement de transition démocratique, en maintenant le lien avec l'Union européenne (80 % des échanges commerciaux se font avec l'Union européenne) et le FMI, en refusant de prendre les mesures nécessaires, a encore accentué le chômage et la misère. Le salaire minimum est officiellement de 380 dinars (190 euros). Il faudra bien alors que les partis qui ont des députés issus de ces élections répondent d'une manière ou d'une autre à cela. Pour notre part,

Au sommaire du n°1 de "Sawt al Oummal"

"tribune libre de la lutte des classes"

(octobre 2011)

• • • • •



1. Editorial
2. Contre la guerre et la déstabilisation des pays du Maghreb et du Sahel
3. Entretien avec Raoudha Labidi, présidente du syndicat des magistrats tunisiens
4. La situation des étudiants, jusqu'à quand ?
5. Entretien avec Mohamed Ben Janete
6. Le FMI, arme de destruction massive
7. L'accord d'association avec l'Union européenne
8. Kasserine, abandonné par Ben Ali, le gouvernement actuel témoigne de son incapacité à résoudre les problèmes.
9. Des revendications révolutionnaires et un gouvernement illégitime
10. Le meeting internationaliste contre la dette et la réduction des déficits publics
11. Message de Sami Tahri

Pour vous procurer le journal *Sawt al Oummal* (disponible uniquement en langue arabe) écrivez à la rédaction d'Informations ouvrières
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75020 Paris
ou informations-ouvrieres@fr.oleane.com
Prix : 2 euros

nous préparons une déclaration mettant au centre la question de la souveraineté de la nation, c'est-à-dire la rupture avec le FMI et de l'Union européenne et la satisfaction des revendications ouvrières et paysannes. De même, nous sommes engagés dans la constitution d'une délégation tunisienne qui se rendra à la conférence d'urgence contre la guerre et la dislocation des nations, organisée par le Parti des travailleurs, à Alger.

Realisé par téléphone
 mardi 25 octobre à 18 heures